

L'ONU aide le Burundi dans l'organisation de la conférence des bailleurs

@rib News, 23/04/2012 â€“ Source Xinhua Paul R. Seeger, prÃ©sident de la Configuration de la Commission de la Consolidation de la Paix pour la "Formation Burundi" aux Nations Unies, a promis lundi que lâ€™ONU va tout faire pour que la confÃ©rence dâ€™appui international pour le Cadre StratÃ©gique de Croissance et de Lutte contre la PauvretÃ© - DeuxiÃ©me GÃ©nÃ©ration (CSLP II) du Burundi "soit un succÃ©s". A lâ€™issue dâ€™un entretien avec le deuxiÃ©me vice-prÃ©sident burundais Gervais Rufyikiri, Paul R. Seeger, a apprÃ©ciÃ© le pas dÃ© franchi dans ce domaine de bonne gouvernance, notamment avec la crÃ©ation de la Commission Nationale IndÃ©pendante des Droits de lâ€™Homme au Burundi et la mise en place de lâ€™institution de lâ€™Ombudsman.

"Ce sont des exemples qui montrent quâ€™il vaut la peine de continuer de soutenir le pays. Nous encouragerons la communautÃ© internationale pour trouver un soutien dans le domaine socio-Ã©conomique car sans dÃ©veloppement, il nâ€™y a pas de paix et sans paix il nâ€™y a pas de dÃ©veloppement", a affirmÃ© Paul R. Seeger. LancÃ© en fÃ©vrier, le CSLP II a pour principal objectif de baisser la proportion des pauvres de 67% Ã 47% en 2015. Pour y arriver, le gouvernement burundais a prÃ©vu des rÃ©formes profondes axÃ©es sur quatre principaux domaines stratÃ©giques : promouvoir le renouveau Ã©conomique capable dâ€™impulser lâ€™accÃ©lÃ©ration de la croissance, de la sÃ©curiser et de la pÃ©renniser ; dÃ©velopper des infrastructures de qualitÃ© ; adopter des politiques redistributives du fruit de la croissance ; mettre en place une saine gouvernance pour une croissance accÃ©lÃ©rÃ©e pour un dÃ©veloppement durable et Ã©conomique. La mise en Ã©uvre du CSLP II nÃ©cessite une enveloppe financiÃ©re totale de 2,5 milliards de dollars. Le gouvernement du Burundi entend contribuer Ã hauteur de 50% et compte sur ses partenaires pour le reste du financement.